

PROCEDURE N° 2022-01	ACCORD-CADRE Acquisition d'instrumentation scientifique
--	---

**ANNEXE N°7 AU RC
LETTRE DE LA CONSULTATION TYPE**

**ACCORDS - CADRES
ACQUISITION D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE**

Lettre de la consultation-type pour les consultations des titulaires

Consultation établie sur le fondement de l'accord-cadre, lot n° :	2
--	----------

**OBJET de la consultation :
ACQUISITION, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UNE MACHINE NEUVE DE
LITHOGRAPHIE PAR FAISCEAU D'ÉLECTRONS**

**La date limite et heure (Heure de Paris) de réception des offres
est fixée au : 3/11/2025 à 12h00**

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement.

Article 1 - Identification du bénéficiaire

CNRS Délégation Alpes
25 Avenue des Martyrs
38042 Grenoble Cedex 9

Horaires d'ouverture : 8h - 17h30

Article 2 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du marché subséquent contient :

- La présente lettre de consultation
- Le cahier des spécifications techniques valant acte d'engagement (CST) et ses annexes ;
 - CCTP décrivant les exigences techniques minimales
 - CRT détaillant les critères de sélection, à compléter par le candidat

Si le dossier est incomplet, le Titulaire de l'Accord-cadre est invité à demander dans les meilleurs délais au contact désigné à l'article 1 du présent document un complément d'information.

Article 3 - Procédure de consultation

L'Accord-cadre est passé selon une Procédure Avec Négociation (PAN), dans le cadre de la consultation du présent Marché Subséquent, le Bénéficiaire :

☐ Ne souhaite pas recourir à la négociation dans le cadre de cette consultation. Les soumissionnaires sont donc invités à remettre leur meilleure offre.

☒ Recourt à la négociation, dans les conditions suivantes :

Le bénéficiaire entre en négociation avec les candidats ayant présenté les trois meilleurs offres au regard des critères d'attribution.

Le cas échéant, les négociations pourront porter sur :

- le prix de l'équipement et des prestations de maintenance ;
- le délai d'exécution ;
- les caractéristiques des logiciels proposés (II du CRT) ;
- les facilités proposées pour installer l'équipement (II du CRT).

Toutefois, le Bénéficiaire se réserve cependant le droit d'attribuer le Marché subséquent sur la base des offres initiales, sans négociation, et, en tout état de cause, les spécifications techniques minimales stipulées à l'article 2.1 du CCTP sont excluent du périmètre de la négociation

Dans le cadre des négociations, après invitation à remettre une offre négociée, le délai minimal pour la remise de l'offre négociée est de huit (8) jours.

Article 4 Prestations supplémentaires éventuelles (ci-après PSE)

La consultation prévoit la présentation et le chiffrage des prestations supplémentaires éventuelles suivantes, qui concerne une proposition d'extension de garantie de 3 ans ou de 5 ans postérieurement à la garantie initiale de deux ans.

L'attention des Titulaires de l'Accord-cadre est tout particulièrement attirée sur le fait :

- Qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PSE obligatoires, l'offre sera jugée irrégulière ;
- Les PSE obligatoires seront prises en compte dans l'évaluation des offres.
- Qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PSE facultative, l'offre sera jugée régulière.
- Les PSE facultatives ne sont pas prise en compte dans l'évaluation des offres.

Prestation supplémentaire éventuelle N°1 : Une extension de garantie d'une durée de 3 ans à l'issue de la garantie initiale de deux ans, incluant une prestation de maintenance de premier et second niveau telle que décrite au CCP de l'accord-cadre (sauf en ce qui concerne le délai d'intervention).

•

La prestation et le chiffrage de la PSE N°1 est :

☒ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Prestation supplémentaire éventuelle N°2 : Une extension de garantie d'une durée de 5 ans à l'issue de la garantie initiale de deux ans, incluant une prestation de maintenance de premier et second niveau telle que décrite au CCP de l'accord-cadre (sauf en ce qui concerne le délai d'intervention).

•

La prestation et le chiffrage de la PSE N°2 est :

☒ **Obligatoires**

☐ **Facultatives**

Prestation supplémentaire éventuelle N°3 : Une installation de l'équipement en salle NF1.

L'offre doit chiffrer le coût d'installation, préciser les accessoires nécessaires si la dalle antivibration n'est pas utilisée, décrire les modalités de compensation des perturbations (vibrations, électromagnétiques ou thermiques), ainsi que proposer la mise en conformité de la salle accueillant cet équipement à faire réaliser par le CNRS si nécessaire. La PSE garantit la haute qualité de résolution de lithographie dans nos locaux.

La prestation et le chiffrage de la PSE N°3 est :

☐ **Obligatoires**

☒ **Facultatives**

Avant la signature du Marché Subséquent, le Bénéficiaire informera l'attributaire de son intention de retenir tout ou partie des PSE.

Article 5 - Contenu minimum des réponses

Les soumissionnaires participant à la présente consultation doivent fournir un dossier complet comprenant au minimum :

1/ Le cahier des spécifications techniques (CST) du marché et ses éventuelles annexes, daté, et le cas échéant signé en original (par une personne habilitée à engager la personne morale).

Il est possible de ne pas signer le CST au moment de la remise de l'offre. Dans cette hypothèse, il devra remettre le document signé dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la notification d'intention d'attribution du marché subséquent. En cas de non-respect de ce délai, le marché sera attribué au titulaire arrivé en seconde position suite à la remise en compétition.

2/ Une offre technique précise et exhaustive décrivant les prestations sur lequel il s'engage, notamment :

- ➔ Le CRT dûment complété et accompagné des éléments qui y sont listés en dernière page ;
- ➔ Un mémoire technique décrivant les performances de l'instrument (ou des instruments) proposé(s) conformément aux spécifications techniques du CCTP, au cadre défini au II du CRT, ainsi que les éléments suivants :
 - Les modalités et délais de livraison ;
 - Les modalités, contrainte et coût d'installation dans la salle NF3 telle que décrite au CCTP ;
 - La date connue ou probable d'arrêt de fabrication du modèle d'instrument proposé ;
 - La qualité de service proposée en garantie et/ ou en maintenance (délai d'intervention maximum, expertise du personnel, support technique, ...) ;
 - Systèmes informatiques (condition d'utilisation des licences, conditions de mise à jour des logiciels, ...) ;
 - Les consommables et pièces détachées (conditions de stockage, provenance, délai de disponibilité) ; NB : la durée de disponibilité des pièces détachées (ne peut être inférieure au minimum exigé de 8 années) ;
 - Les formations à l'utilisation et à la maintenance (instrument et/ ou logiciel, modalités et programmes) ;
 - La liste des composants répondant à la définition de consommables ;
 - Les vérifications réglementaires et de compatibilité avec l'environnement à effectuer ;
 - Le délai maximum de mise au point ou de réparation en cas de panne sur lequel le titulaire s'engage pour l'ensemble des prestations ;
 - Le délai maximum de réalisation des prestations sur lequel le titulaire s'engage pour l'ensemble des prestations ;
 - Le cas échéant, des résultats d'analyse (spectres, images, rapports d'analyse,) et/ ou échantillons transmis par le Bénéficiaire ;

Les stipulations portées au CRT par le soumissionnaire prévalent sur celles du mémoire technique en cas de contradiction.

3/ Une offre économique précisant :

- la *référence produit* de chaque élément composant l'instrument proposé ;
- le prix public de chaque élément composant l'offre (fournitures et services) ;
- le prix hors taxe pour chaque élément composant l'offre (fournitures et services) ;
- le prix hors taxe pour chacune des prestations supplémentaires ;
- le prix des pièces détachées et des interventions en cas de panne hors période de garantie ou hors maintenance.

Le titulaire, dans sa réponse économique aux consultations a une obligation de transparence sur la structuration de son offre et **doit mentionner et décomposer le prix global et forfaitaire sur lequel il s'engage pour la réalisation de l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché subséquent.**

Dans le cas où il ne remettra pas d'offre, le titulaire remet une justification de non réponse aux contacts figurant à l'article 1, ceci conformément à l'article *Obligation du Titulaire de répondre aux Remises en concurrence* du CCP de l'accord-cadre.

Article 6 – Réponses à la consultation

6.1 - Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **3 novembre 2025 à midi**.

6.2 – Adresse de remise des plis

Sous forme dématérialisée, à l'adresse suivante : <https://puma.cnrs.fr/entreprise>

La formalisation du marché subséquent à l'accord-cadre prendra la forme du marché subséquent signé par les deux parties, envoyé au titulaire retenu.

6.3 – Visite des lieux

Les candidats doivent procéder à une visite des lieux d'exécution du Marché subséquent, notamment afin de procéder à un relevé de mesure des conditions environnementales des salles NF1 et NF3 (vibrations mécaniques, perturbations électromagnétiques AC/DC, variation de température).

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite, ils doivent s'adresser avant le 15 juillet 2025 à : thierry.crozes@neel.cnrs.fr; jean-francois.motte@neel.cnrs.fr

La visite se déroule avant le 23 septembre 2025.

6.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 7 – Analyse des offres

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées à l'article *Date limite de réception des offres* du présent règlement.

Les critères suivants sont pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des documents remis par les titulaires, selon la pondération indiquée :

→ **Valeur technique de l'offre : 59 %**

- *la décomposition en sous-critères et leur pondération associée est portée au CRT*

→ **Coût ou Prix : 31%**

- *la décomposition en sous-critères et leur pondération associée est portée au CRT*

→ **Développement durable : 9 %**

- *la décomposition en sous-critères et leur pondération associée est portée au CRT*

→ **Délai d'exécution : 1% ;**

La somme des points de critères utilisés doit être égale à 100 points.

L'établissement se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la remise en concurrence conformément à l'article *Infructuosité - Déclaration sans suite* du CCP de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le Bénéficiaire décide de retenir tout ou partie des prestations supplémentaires éventuelles et/ou prestations alternatives éventuelles obligatoirement demandées le marché subséquent est attribué au Titulaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des PSE/variantes à l'initiative du Bénéficiaire retenu.

Dans l'hypothèse où le Marché Subséquent comprend une prestation supplémentaire éventuelle facultative à l'initiative du Bénéficiaire (PSE), le marché est attribué au Titulaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte uniquement de l'offre sans PSE.

Le Bénéficiaire peut demander des précisions complémentaires sur la teneur des offres sans que cela ne modifie les éléments substantiels de celle-ci.

Article 8 - Modifications au dossier de consultation

8.1 Modifications par les Titulaires de l'Accord-cadre

Les Titulaires de l'Accord-cadre n'ont pas à apporter de complément ou de modifications aux documents de la consultation.

8.2 Modifications par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation.

Le Bénéficiaire informera, via le profil acheteur, tous les Titulaires de l'Accord-cadre dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les Titulaires de l'Accord-cadre devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

Article 9 – Renseignements complémentaires

Les Titulaires de l'Accord-cadre ont la faculté de poser des questions relatives à la présente Remise en concurrence.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le profil acheteur du Bénéficiaire (adresse profil PUMA).

Les réponses sont envoyées aux Titulaires de l'Accord-cadre 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par le Bénéficiaire seront envoyées, via le profil acheteur, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante : a.sfc-marche@dr11.cnrs.fr